



TEBBOUNE AU SOMMET AFRICAIN SUR LES ENGRAIS ET LA SANTÉ DES SOLS :
«L'Algérie occupe une place de choix en tant que pays fournisseur du marché mondial»



© Photo : D.R

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, avant-hier mardi, à Nairobi (Kenya) les capacités de l'Algérie en matière de production des engrais. « Outre sa capacité de répondre aux besoins du marché local, l'Algérie occupe une place de choix en tant que pays fournisseur du marché mondial en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique du Sud », a-t-il indiqué. Affirmant que l'Algérie entend poursuivre ses efforts pour développer le gaz naturel, important facteur dans la fabrication des principaux engrais. Lire en page 2

MAE : Les citoyens algériens résidant à l'étranger autorisés à entrer sur le territoire national en présentant la pièce d'identité nationale

ELIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE DES U17 FÉMININES MAROC-ALGÉRIE



La FAF dit non... si le même maillot est arboré



79^{ÈME} ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

L'accent mis sur la valorisation de l'héritage historique du pays

79^{ème} anniversaire des massacres du 8 Mai 1945 L'accent mis sur la valorisation de l'héritage historique du pays

Depuis la wilaya de Sétif, où le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit l'a choisi pour présider et commémorer à la fois les cérémonies de la fête de la Journée nationale de la mémoire et le 79^{ème} anniversaire des massacres du 8 Mai 1945, Laid Rebiga a déclaré que cette Journée symbolique, initiée par le président de la République, constitue « un jalon historique crucial », a-t-il mentionné.

Faisant une tournée de travail de deux jours qu'il a conduit à l'Est du pays et plus précisément dans la wilaya de Sétif, le représentant et premier responsable des Moudjahidine et Ayants-droit a déclaré lors d'une allocution prononcée à l'Université Mohamed-Lamine Debaghine, à l'occasion de la fête de la Journée nationale des massacres du 8 Mai 1945 que « la valorisation de l'héritage historique, et sa transmission à la jeunesse algérienne, est la plus grande garantie pour la fortification de la nation et le raffermissement



■ Rebiga : « La valorisation de l'héritage historique, et sa transmission à la jeunesse algérienne, est la plus grande garantie pour la fortification de la nation et le raffermissement de son lien avec la patrie. » (Photo: D.R)

ment de son lien avec la patrie », a-t-il mentionné. Lors de son allocution, Laid Rebiga a rendu un vibrant hommage au Chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, pour sa grande détermination au sujet de la reconquête de la mémoire nationale en rappelant, à cette occasion, que c'est « à partir de ce principe que le président de la République a pris l'initiative de consacrer le 8 MAI en tant que Journée nationale de la mémoire, ce qui constitue une preuve de loyauté envers les sacrifices des Martyrs et une reconnaissance de leurs hautes valeurs et de leurs nobles principes », a fait observer le ministre.

« Ce qui a été réalisé, ces dernières années, au sujet de la mémoire nationale, représente un acquis sans précédent qui permet aux générations montantes de se nourrir fièrement de l'his-

toire de leur pays », dira avec fierté le ministre des Moudjahidine.

Il a fait remarquer, aussi, que « cet acquis développe la fierté d'appartenir à la patrie des Martyrs vertueux et des valeureux Moudjahidine, et nécessite de la part des jeunes une adhésion aux valeurs de la mémoire, profondément ancrées dans l'histoire, et une volonté de préserver les acquis nationaux », a souligné le ministre.

Rappelant les grandes souffrances du peuple algérien lors de la Guerre de la révolution, Laïd Rebiga a indiqué que la Journée nationale de la mémoire sur les massacres du 8 Mai 1945, « rappelle les jours difficiles qui ont constitué l'apogée des sacrifices de dizaines de milliers de Martyrs après que le colonisateur ait trahi ses promesses », a symbo-

lisé le ministre. Appelant les Algériens à s'inspirer et à suivre l'exemple des grands sacrifices faits par nos valeureux ancêtres, Laid Rebiga a déclaré que l'Algérie est forgée grâce à la voie ouverte par les Martyrs pour la liberté, la dignité et l'émancipation de la Nation algérienne. Par ailleurs, et durant sa visite de travail, le ministre des Moudjahidine qui était accompagné par le wali de Sétif, Mustapha Limani, s'est rendu au cimetière de Sidi Saïd où se trouve une des fosses communes des massacres du 8 mai 1945, où il assistera à la levée des couleurs et à une cérémonie de recueillement à la mémoire des Martyrs, avant de rendre visite au président de la Fondation du 8-Mai 1945, le Moudjahid Abdelhamid Salakdji en son domicile.

Sofiane Abi

BRÈVE

A la demande de l'Algérie

Réunion de consultations à huis-clos au CS sur les chamiers à Ghaza

A la demande de l'Algérie, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu, avant-hier mardi, une réunion de consultations à huis-clos consacrée aux chamiers découverts dans la bande de Ghaza.

Cette réunion intervient suite à la découverte de fosses communes à Khan Younés (Sud de la bande de Ghaza), où près de 400 corps ont été retirés dont la majorité sont des femmes, des enfants et des personnels de santé. Selon des sources diplomatiques, « cette réunion, marquée par deux briefings présentés par la rapporteuse onusienne concernant les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese et par le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Volker Türk, a été l'occasion d'évoquer, de façon exhaustive, les flagrantes violations de l'occupant israélien ».

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies (ONU), l'ambassadeur Amar Bendjama a indiqué, lors de cette réunion, que « l'agression israélienne contre la bande de Ghaza a franchi toutes les lignes et transgressé toutes les règles ».

Le diplomate algérien a mis en avant trois principaux points, en « insistant sur la nécessité d'ouvrir une enquête indépendante pour déterminer les responsabilités », rappelant à ce propos « le sort qu'avaient connu les précédentes enquêtes israéliennes », selon les mêmes sources.

Agence

Élections présidentielles

Chorfi dévoile le slogan

Dévoilant le slogan des prochaines élections présidentielles prévues au début du mois de septembre de l'année 2024, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections, Mohamed Chorfi a révélé, hier, l'émission d'une décision visant à superviser de manière participative le processus électoral de manière démocratique, que ce soit au niveau du vote ou au niveau du traitement et du dépouillement des voix électorales.

Le Chef de l'Autorité nationale indépendante des élections a déclaré, lors d'une intervention livrée hier à Alger, que le slogan des élections présidentielles en cours « sera de renforcer la crédibilité grâce au libre choix du peuple », a fait observer l'interlocuteur.

« Notre slogan que nous avons adopté pour ces élections est de consolider la voie électorale démocratique. », a déclaré le chef de l'Autorité nationale indépendante des élections, ce dernier a expliqué que « tous les conseils avaient été renouvelés grâce à l'organisation des élections précédentes », a-t-il noté.

« De la municipalité à l'Assemblée populaire nationale et à l'Assemblée nationale, toutes ont été renouvelées en vue des pré-élections, ce qui signifie qu'il s'agit d'un double pari », a précisé Mohamed Chorfi. Lors de son intervention hier, le représentant de ladite l'Autorité nationale a ajouté que « l'élection en elle-même n'est pas facile, et le vote par anticipation double sa difficulté parce que nous courons contre la montre et que cela nécessite une préparation préalable », dira-t-il. Par ailleurs, Mohamed

Chorfi a indiqué que l'Autorité nationale indépendante des élections travaille en conjointe collaboration avec d'autres secteurs en citant, à cette occasion, le ministère de l'Intérieur et les responsables locaux jusqu'à ce que tous les lieux et moyens financiers y compris la connectivité par fibre optique, soient équipés, « une supervision participative du processus électoral sera engagée par l'ensemble des acteurs concernés », a fait observer Mohamed Lamine. Sur ce sillage, Mohamed Chorfi, chef de l'Autorité électorale nationale indépendante, a révélé l'émission d'une décision visant à superviser de manière participative le processus électoral de manière démocratique, que ce soit au niveau du vote ou au niveau du traitement et du dépouillement des voix électorales. Poursuivant son intervention, Chorfi a souligné que grâce au contrôle participatif du processus électoral, « l'Autorité nationale indépendante des élections aura la possibilité de donner et de suivre le vote sans compromettre l'organisation ni même toucher à sa crédibilité », rassure-t-il. Selon le chef de l'Autorité nationale indépendante des élections : « Cette supervision participative donne un regain d'enthousiasme aux électeurs », dira-t-il, tout en indiquant qu'« en même temps, cela ajoute à la crédibilité. « La société civile, les partis politiques et les candidats en témoigneront », a jugé Mohamed Chorfi, lors de son intervention, hier, au sujet des prochaines élections présidentielles que seront tenues au début du mois de septembre prochain.

S. Abi

MDN :

ANP

Un terroriste abattu, 21 éléments de soutien arrêtés et des armes saisies

Dans un bilan rendu public, le ministère de la Défense nationale (MDN) a indiqué que les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) ont procédé à l'arrestation de 21 éléments de soutien aux groupes terroristes. Durant les mêmes opérations distinctes menées à travers le territoire national, un terroriste a été mis hors d'état de nuire à Bordj Badji Mokhtar, des armes de guerre et des munitions ont été récupérées. Le communiqué du MDN a précisé que vingt-et-un éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la période du 1^{er} au 7 mai 2024. Le même communiqué a ajouté, je cite : « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 1^{er} au 7 mai 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national », indique la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a abattu, à Bordj Badji Mokhtar, le terroriste dénommé D. Omar, qui avait en sa possession un pistolet automatique et une quantité de munitions. « En plus de l'arrestation par des détachements de l'ANP de 21 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, 7 casemates et 9 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites respectivement à Batna et Boumerdes ». Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, 27 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 182 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 117 grammes de cocaïne et 36.526 comprimés psychotropes ont été saisis. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 375 individus et saisi 45 véhicules, 192 groupes électrogènes, 113 marteaux piqueurs, 3 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. De même, 16 autres individus ont été interceptés et 9 fusils de chasse, 150.469 litres de carburants, 80 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation et 122 quintaux de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, note le communiqué. Par ailleurs, « les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 171 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 289 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national ».

Moncef Redha

8 Mai 45

Quand les Algériens s'invitèrent aux cérémonies des libérations nationales

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la population française est exsangue. Que dirait-on des populations «indigènes» des colonies françaises, notamment algériennes qui venaient de participer à l'effort de guerre par la mobilisation forcée de plus 150 000 tirailleurs algériens, dont 12 000 sont morts en combattant pour la France ? Dans tous ces pays colonisés, notamment l'Algérie, les populations sont accablées de misère, affamées.

Pourtant, le grondement de la révolte trouble déjà sourdement l'atmosphère sociale. L'insurrection anticolonialiste, embusquée derrière le fracas catastrophique de la débandade française, accentuée plus tard par l'effondrement du régime vichyste, fourbit ses armes. L'heure de la lutte armée anticolonialiste sonne l'alarme du réveil des consciences politiques subversives et activités militantes libératrices.

Après le long sommeil d'asservissement marqué par la vie coloniale cauchemardesque, le soulèvement insurrectionnel se résout de sortir de son lit pacifique en vue d'emprunter la voie tempétueuse de la révolution pour se jeter dans l'odyssée des indépendances nationales inscrites dans l'histoire de l'émancipation des peuples.

Contre la pusillanimité des instances politiques indigènes collaborationnistes œuvrant pour le maintien de l'Algérie française ou, au mieux, l'indépendance par voie légale et pacifique, conçue dans le cadre de l'Union française et de la préservation des intérêts économiques de la France, de nouvelles organisations révolutionnaires patriotiques se fixent pour programme maximaliste le soulèvement armé contre la puissance française colonialiste. Le baptême du feu est déclenché en Algérie le 8 mai 1945.

En ce jour de la libération de la France du joug nazi, tandis que la population française fête dans l'allégresse sa liberté recouvrée, les Algériens croient bon de s'inviter aux festivités des Libérations nationales pour revendiquer également leur indépendance, la restauration de leur souveraineté nationale. Mais, aux yeux de la France coloniale, l'indépendance de l'Algérie n'est pas prévue dans son menu de la restauration des libertés, du recouvrement de la souveraineté nationale, au banquet des émancipations populaires et démocratiques. Les Algériens ne peuvent prétendre goûter les délices de la Libération, réservée, selon la conception coloniale, aux seuls Français. L'Algérien doit encore continuer à manger la vache enragée française. À subir le joug colonial. Nourrir la France coloniale. Trimer pour les Pieds-noirs, ces hobereaux aux pieds d'argile. Vivre dans l'indigence sous le code de l'indigénat.

Or, sans avoir reçu de faire-part, le peuple algérien s'invite aux cérémonies libératrices par sa résolution d'entrer dans la séquence historique émancipatrice amorcée le 8 mai 1945, jour de la Libération de nombreux pays du joug allemand nazi. Il s'empare de la rue pour réclamer également son indépendance nationale. Dans la liesse, dans plusieurs villes d'Algérie, d'ordinaire marquées par la ségrégation raciale et spatiale et la relégation sociale, des manifestations populaires éclatent. Des Algériens parodent avec un orgueil national triomphant d'espérances libératrices. Par milliers, de paisibles manifestants désarmés scandent des slogans de liberté :



■ Aux yeux de la France coloniale, l'indépendance de l'Algérie n'est pas prévue dans son menu de la restauration des libertés, du recouvrement de la souveraineté nationale... (Photo : DR)

« Indépendance », « Libérez Messali Hadj », « L'Algérie est à nous ».

Pour la première fois de l'histoire de l'Algérie, un invité-surprise, paré de couleurs vert et blanc frappé d'un croissant et étoile rouges, s'est fièrement joint à la pacifique foule pour devenir l'étendard sacré du peuple algérien indépendantiste : le drapeau algérien, hissé triomphalement par Bouzid Saal et Aïssa Cheraga.

Les nationalistes algériens brandissent aussi des banderoles sur lesquelles est inscrit : « À bas le fascisme et le colonialisme ». « Nous voulons être vos égaux ». Dans cette nouvelle séquence de l'histoire des libérations des peuples colonisés, les manifestants algériens donnent le la des revendications de l'indépendance nationale. Cependant, la France coloniale ne compte pas laisser ce concert de liberté entonner

française, épaulée par des chars et des avions, se déchaîne contre la population algérienne désarmée. Une milice d'Européens surarmée est constituée. Elle se livre à la chasse de toute personne algérienne, à des exécutions sommaires. Les tribunaux civils et militaires condamnent sévèrement les Algériens arrêtés. Des milliers de soldats sont mobilisés pour réprimer sans distinction la population algérienne : hommes, femmes, enfants. Pis : des navires de guerre tirent depuis la rade de Bougie sur la région de Sétif, l'aviation bombarde la population jusqu'aux douars les plus reculés. Des villages entiers sont décimés, incendiés, des familles brûlées vives.

La répression se généralise. Elle s'étend à tout le pays. Le massacre génocidaire dure plusieurs semaines. De nombreux corps sont jetés dans les puits, dans les gorges de

Pour rétablir l'ordre colonial et terroriser les Algériens, les troupes armées françaises et les milices composées de civils procèdent à la «pacification» des régions soulevées pour revendiquer l'indépendance de l'Algérie. L'État colonial instaure le couvre-feu à 13 heures. L'État colonial instaure le couvre-feu à 13 heures. L'état de siège est décrété à 20 heures. La loi martiale proclamée.

ses premières vocalises libératrices, permettre aux Algériens d'enchanter la rue par leur revendication de l'indépendance de l'Algérie créée révolutionnairement à tue-tête à la face du monde.

Comme à l'accoutumée, la France coloniale riposte violemment. Le chef du gouvernement, Charles de Gaulle, ordonne l'intervention de l'armée. Plus de 2.000 militaires sont envoyés en Algérie, épaulés par la légion étrangère, les goumiers marocains et les tirailleurs sénégalais. Pour rétablir l'ordre colonial et terroriser les Algériens, les troupes armées françaises et les milices composées de civils procèdent à la «pacification» des régions soulevées pour revendiquer l'indépendance de l'Algérie. L'État colonial instaure le couvre-feu à 13 heures. L'état de siège est décrété à 20 heures. La loi martiale proclamée. Des armes sont distribuées aux Européens, c'est-à-dire les Pieds-noirs, qui ne manqueront pas d'employer contre les « Arabes » et les « musulmans » pour les massacrer en masse.

La répression est sanglante. La France réprime dans le sang ces manifestations. Plusieurs semaines durant, la soldatesque

Kherrata. Des miliciens européens, autrement dit français, utilisent les fours à chaux pour faire disparaître les cadavres. Après avoir rétabli l'ordre colonial au prix du massacre de 45 000 Algériens, de l'arrestation de 4 000 personnes, d'une centaine de condamnations à mort, les autorités coloniales procèdent à des cérémonies de reddition pendant lesquelles les hommes algériens sont réunis sur les places des villages pour être forcés de se prosterner devant le drapeau français et répéter en chœur : « Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien ». Ainsi, pour défendre son empire colonial et préserver son statut de grande puissance mondiale, la France a perpétré un génocide contre le peuple algérien. Cette politique répressive génocidaire ne fait que se conformer aux mesures dictées par le général de Gaulle, alors chef de gouvernement, par télégramme à l'armée coloniale : « Veuillez prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer tous agissements antifrancophones d'une minorité d'agitateurs. » Charles de Gaulle, encensé par l'historiographie française, est un criminel de guerre (ou, plutôt, un génocidaire de civils algériens).

Dans un de ses textes, l'écrivain algérien Kateb Yacine, témoin oculaire, a immortalisé ces tragiques événements qui l'ont traumatisé : « C'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme. » « Je témoigne que la manifestation du 8 mai était pacifique. En organisant une manifestation qui se voulait pacifique, on a été pris par surprise. Les dirigeants n'avaient pas prévu de réactions. Cela s'est terminé par des dizaines de milliers de victimes. À Guelma, ma mère a perdu la mémoire... On voyait des cadavres partout, dans toutes les rues. La répression était aveugle ; c'était un grand massacre. » Bilan : 45 000 «indigènes» algériens massacrés, exterminés par les autorités coloniales françaises et les pieds-noirs. Sans compter les autres milliers de victimes arrêtées, torturées, embastillées. Contre le peuple algérien, aux yeux de l'Histoire, la France a commis un Crime contre l'humanité.

Pour rappel, lors de ces semaines de massacres génocidaires, dans la métropole, les organisations politiques et syndicales françaises brillent par leur silence criminel. Aucune formation politique ne dénonce les répressions et exactions, encore moins n'apporte son soutien au peuple algérien soulevé pour réclamer son indépendance. De même, les dirigeants du mouvement ouvrier ne manifestent aucune sympathie pour les Algériens insurgés. Au contraire, ils les condamnent avec virulence.

Il est de la plus haute importance de relever que cette sanglante intervention militaire coloniale de l'impérialisme français est supervisée par un gouvernement dominé par les socialistes, au sein duquel siègent également des membres du Parti communiste français (PCF). Ce dernier occupe, entre autres, le ministère de la Défense nationale, dirigé par François Billoux, et le ministère de l'Air et de l'Armement, conduit par Charles Tillon. Deux ministères qui jouèrent un rôle clé dans le massacre de masse du peuple algérien le 8 mai 1945.

En mai 1945, le Parti communiste ne manifeste aucune opposition à l'envoi des renforts militaires pour écraser dans le sang le soulèvement du peuple algérien, descendu dans la rue pour revendiquer pacifiquement son indépendance.

Lors de l'écrasement du soulèvement du peuple algérien, le Parti communiste français, membre de la coalition gouvernementale de l'État colonial français, observe un silence criminel. Il manifeste son soutien indéfectible à l'empire colonial français.

L'Humanité, le quotidien du Parti communiste français, dénonce le 19 mai 1945 les « chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des cent seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France ». Le journal stalinien somme le gouvernement à faire preuve de sévérité contre les « insurgés » algériens, allant jusqu'à exiger que « des mesures soient prises contre des dirigeants de cette association pseudo-nationale dont les membres ont participé aux tragiques incidents ». Plus tard, le même torchon, *L'Humanité*, insinue que les manifestants algériens seraient des sympathisants nazis, des « éléments troubles d'inspiration hitlérienne [qui] se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêta la libération de la France du joug allemand ».

Khider Mesloub

Ghaza

Le mouvement étudiant pro-palestinien s'étend dans le monde

Le mouvement étudiant pro-palestinien s'élargit jour après jour dans le monde et s'étend dans de nombreuses universités des grandes capitales de la planète.

De nouvelles universités à travers le monde ont rejoint, avant-hier mardi, le mouvement étudiant pro-palestinien observé dans de nombreuses universités américaines et occidentales, ont rapporté, hier, des médias. Aux Pays-Bas, des étudiants de l'Université d'Amsterdam ont installé, avant-hier, un campement sur le campus en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Ghaza. Au cours de leur action, les étudiants ont appelé l'administration universitaire à rompre ses liens avec les institutions affiliées de l'entité sioniste. En Espagne, des manifestations de solidarité avec la Palestine se sont répandues dans diverses universités des régions basques, de Navarre, d'Aragon, d'Andalousie et de Catalogne, ont relevé des médias espagnols. Ainsi, les étudiants de l'Université du Pays Basque et de Navarre ont annoncé, avant-hier mardi, que les protestations se poursuivraient indéfiniment en installant des campements, à l'instar de Va-



De nouvelles universités à travers le monde ont rejoint, avant-hier mardi, le mouvement étudiant pro-palestinien.

lence. En France, ce sont les étudiants de l'Université Paris 8 qui ont manifesté en soutien à Ghaza. Ils ont scandé des slogans en faveur de Ghaza, tels que «Liberté pour la Palestine», «Stop au génocide» et «Vive la Palestine». En Suisse, des étudiants se sont mobilisés à leur tour pour un cessez-le-feu à Gaza. Les manifestants ont dénoncé le «double standard» de leur recto- rat, rappelant son soutien aux Ukrainiens. Après une première mobilisation d'une cinquantaine d'élèves le 2 mai, dans le hall d'un bâtiment de l'Université de Lausanne, plusieurs campus

helvétiques ont vu émerger ce 7 mai des mobilisations similaires, a rapporté la Radio Télévision Suisse (RTS). Des groupes d'étudiants, munis de tentes, ont organisé des sit-in dans les halls de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, dans celle de Zurich ainsi qu'à l'Université de Genève. À l'EPFL, les étudiants mobilisés ont exigé «un boycott académique» des institutions israéliennes et «la fin de la censure à l'EPFL». À Zurich, les étudiants de l'EPFZ ont crié «Free Palestine» et ont accroché une banderole sur laquelle on pouvait lire «no Tech for Genocide», avant

d'être évacués par la police, a relaté l'agence de presse suisse Keystone-ATS. Selon cette même source, à Genève, les étudiants protestataires, emmenés par la Coordination étudiante Palestine-Université de Genève, ont investi un hall de l'université avec des tables, des chaises et des canapés. Au Bangladesh, des étudiants de diverses universités ont organisé une marche de soutien à la Palestine, exigeant «la fin du génocide à Ghaza». Les étudiants ont brandi des drapeaux palestiniens et scandé des slogans tels que «Palestine libre» et «Stop au génocide». ■

Espagne

L'opposition espagnole exhorte Pedro Sanchez à reconnaître l'Etat de Palestine

La vice-première ministre espagnole et présidente du mouvement de gauche «Sumar», Yolanda Diaz, a exhorté, lundi passé, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez à «prendre la mesure historique et ambitieuse de reconnaître l'Etat palestinien lors du Conseil des ministres» qui s'est tenu avant-hier mardi, rapportent plusieurs médias espagnols. «Je demande au chef du gouvernement que mardi prochain, le 7 mai, nous reconnaissons l'Etat de Palestine en Espagne. Ne laissons pas passer plus de temps», a-t-elle plaidé lors d'un rassemblement avant les élections régionales en Catalogne, prévues le 12 mai. Selon la dirigeante de «Sumar», «?il n'y a aucune raison ? pour que la reconnaissance de l'Etat palestinien par l'Espagne soit encore retardée», jugeant même que «le temps est venu (de reconnaître l'Etat palestinien)». Le porte-parole de Sumar et ministre de la Culture, Ernest Urtaola, a également appelé le gouvernement espagnol à reconnaître l'Etat palestinien afin de donner «un élan» avant l'Assemblée générale de l'ONU du 10 mai, qui votera sur l'admission de l'Etat de Palestine à l'ONU après le récent veto américain au Conseil de sécurité. «Les Palestiniens ne peuvent plus attendre», a-t-il

affirmé. Selon les médias espagnols, le Premier ministre s'est entretenu lundi avec son homologue irlandais, Simon Harris. Dans un compte rendu de sa conversation avec M. Harris, publié sur les réseaux sociaux, le Premier ministre espagnol a indiqué avoir discuté de «la volonté des deux gouvernements de reconnaître l'Etat palestinien et de coordonner leurs efforts pour que cette reconnaissance se concrétise». «La solution à deux Etats est le seul moyen de parvenir à un avenir de paix, de sécurité et de stabilité dans la région», a écrit le Premier ministre espagnol sur X. L'Espagne et l'Irlande, ainsi que la Slovénie et Malte, ont signé le 22 mars à Bruxelles une déclaration dans laquelle elles s'engagent à reconnaître la Palestine en tant qu'Etat, sans toutefois fixer de date précise. En avril, le Premier ministre espagnol avait annoncé que son pays reconnaîtrait sûrement l'Etat palestinien avant l'été et avait exhorté ses partenaires européens à le suivre. La Bulgarie, Chypre, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Suède et la République tchèque sont les neuf Etats membres de l'UE qui reconnaissent à ce jour l'Etat palestinien.

APS

Belgique

Bruxelles soutient l'admission de la Palestine en tant que membre à part entière à l'ONU

La Belgique soutiendra l'admission de la Palestine en tant que membre à part entière des Nations unies, a annoncé, lundi passé, la ministre belge des affaires étrangères, Hadja Lahbib. «La Belgique soutiendra l'entrée de la Palestine aux Nations Unies comme membre à part entière», a-t-elle déclaré à des médias belges à l'issue d'un entretien, tenu lundi dernier à Bruxelles, avec l'envoyé spécial du président palestinien Mahmoud Abbas, Riyad al-Maliki. Affirmant que le vote sur cette question est prévu pour ce vendredi 10 mai, la cheffe de la diplomatie belge a souligné l'importance pour l'Union européenne (UE) de ne «pas rater ce moment historique». «La Belgique entend soutenir cette résolution. Nous serons au rendez-vous de l'histoire», a-t-elle ajouté. Le 18 avril dernier, le Conseil de sécurité, a échoué à adopter un projet de résolution présenté par l'Algérie, au nom du groupe arabe, recommandant à l'Assemblée générale l'admission de l'Etat de Palestine comme membre à part entière de l'Organisation des

Nations unies. Le texte a recueilli 12 votes pour, 1 contre (veto des Etats-Unis) et 2 abstentions (Royaume-Uni et Suisse). «Nous reviendrons plus forts avec le soutien de l'Assemblée générale en faveur de l'adhésion à part entière de l'Etat palestinien à l'ONU», avait promis le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, appelant «ceux qui n'ont pas pu soutenir l'admission de l'Etat de Palestine aujourd'hui à le faire la prochaine fois», car, a-t-il dit, «ce n'était aujourd'hui qu'une autre étape dans le cheminement vers l'adhésion à part entière de la Palestine». «Le soutien écrasant à l'admission de l'Etat de Palestine envoie un message on ne peut plus clair : l'Etat de Palestine a une place légitime parmi les membres des Nations unies», avait-il insisté. Par ailleurs, plusieurs pays européens devraient annoncer, en mai, leur reconnaissance de l'Etat palestinien, selon le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borell. ■

Russie : Vladimir Poutine prête serment pour un cinquième mandat présidentiel

Le président russe, Vladimir Poutine, a prêté serment avant-hier mardi pour un nouveau mandat présidentiel lors d'une cérémonie d'investiture qui s'est tenue dans la capitale Moscou, selon des médias russes et étrangers couvrant cet événement électoral sur place. La cérémonie, qui s'est déroulée au Kremlin, marque le début d'un nouveau mandat de six ans pour Poutine, qui a remporté 87,28% des suffrages lors de l'élection présidentielle organisée en mars dernier. Dans son discours prononcé après avoir prêté serment, Poutine «a remercié, avant-hier, les citoyens et les troupes russes qui se battent pour le pays», affirmant que «les intérêts et la sécurité de son peuple demeureront au-dessus de tout». Affirmant que «les Russes détermineront eux-mêmes

le sort de la Russie», Poutine a souligné que «le peuple russe est uni et un grand peuple et il va surmonter tous les obstacles». Il a également déclaré que les citoyens russes avaient confirmé la «justesse» de la voie du pays lors de l'élection présidentielle, qui, selon lui, revêtait une grande importance sur fond de «graves défis» auxquels son pays est actuellement confronté. «J'y vois une profonde compréhension de nos objectifs historiques communs, une détermination à défendre résolument notre choix, nos valeurs, la liberté et les intérêts nationaux de la Russie», a-t-il affirmé. Poutine s'est dit d'ailleurs confiant qu'ils «traverseront dignement cette période difficile», ajoutant qu'ils mettront en œuvre des plans à long terme et des projets à

grande échelle visant à atteindre les objectifs de développement du pays. Selon le président russe, la Russie était disposée à renforcer ses relations avec «tous les pays qui considèrent la Russie comme un partenaire fiable et honnête», qu'il a qualifié de «majorité mondiale». «Nous ne refusons pas le dialogue avec les Etats occidentaux. Le choix leur appartient : entendent-ils continuer à essayer de freiner le développement de la Russie, poursuivre la politique d'agression et la pression continue sur notre pays depuis des années, ou chercher une voie vers la coopération et la paix», a-t-il déclaré. Le président russe a ajouté que la Russie continuera à travailler avec ses partenaires pour former un ordre mondial multipolaire et un «système de sécurité égal et indivisible». ■

contribution

Energie

Quels impacts de la proposition d'achat de la société espagnole Naturgy par le groupe Émirati TAQA où Sonatrach est un acteur majeur de l'approvisionnement en gaz naturel du marché espagnol ?

Pour sa part, l'entreprise énergétique espagnole Naturgy a déclaré le 7 mai 2024 qu'elle a signé des contrats de fourniture « Take or Pay » jusqu'en 2032 avec l'Algérie et que ses contrats d'approvisionnement avec l'Algérie ne comportaient aucune clause susceptible d'être affectée par des changements dans la structure de l'actionariat. L'objet de cette présente contribution qui constitue une synthèse d'interviews données à des organes internationaux Monde-Afrique Paris, les quotidiens espagnols El País et El Confidencial s'appuyant sur des données officielles est de situer la place de Sonatrach tant au sein de l'économie mondiale dont l'Europe son principal marché ainsi que sa contribution au niveau national et de poser la problématique de la proposition d'achat de Naturgy espagnol par le groupe énergétique Émirati TAQA.

1- Sonatrach acteur stratégique de l'approvisionnement énergétique

Selon le magazine britannique « The Economist » entre 2022/2023 Sonatrach a été classée parmi les 15 plus grandes compagnies pétrolières au monde et classée 12e en termes de production de pétrole et de gaz et domine le classement des entreprises africaines, contribuant à plus de 10 % du chiffre d'affaires total des 500 entreprises répertoriées, qui s'élève à 760 milliards de dollars. Dans le domaine énergétique, l'Algérie est un acteur central de l'approvisionnement de l'Europe et selon le rapport du forum de janvier 2024 en 2023, l'Algérie a fourni 19% du gaz naturel exporté par gazoduc vers l'UE, se classant ainsi juste derrière la Norvège, qui occupe la première place en la matière avec une part de marché de 54%, alors que la Russie s'est classée à la troisième place, avec une part de 17%.

Les réserves de pétrole en Algérie sont estimées à environ entre 10/12 milliards de barils et pour le gaz naturel, 2400/2500 milliards de mètres cubes gazeux selon les données d'un conseil des ministres de janvier 2022 (source agence officielle APS) encore que le niveau des réserves se calcule en référence au vecteur prix international, évolutif et au coût où le dernier rapport de Gaz Exporting Countries Forum, le coût par baril équivalent pétrole a atteint 5,30 dollars pour le gaz naturel et 8,80 dollars pour le pétrole, contre respectivement 2,60 dollars et 3,50 dollars en 2022, donnant une rente aux anciens gisements amortis encore rentables, mais dont le coût est croissant pour les vieux gisements, cette augmentation des coûts pouvant en partie s'expliquer par la localisation des nouvelles découvertes, principalement dans les blocs offshore en eaux profondes, 41% des nouvelles découvertes en 2023 ayant été réalisées dans des eaux très profondes et 30% dans des zones en eaux profondes.

Selon le PDG, Sonatrach en 2023 a exporté 34,9 milliards de mètres cubes (m3) de gaz naturel vers le marché européen. En plus des exportations de



L'agence Reuters, information reprise par la majorité de la presse internationale, annonçait le 7 mai 2024 que si l'opérateur émirati TAQA prendra le contrôle de Naturgy pour faire main basse sur le gaz algérien et le détourner éventuellement vers ses projets énergétiques développés au Maroc, l'Algérie annulerait ses livraisons de gaz à Naturgy.

GNL la structure globale des exportations donnant environ 33% GNL et 67% gaz naturel par canalisation-GN, il y a eu une augmentation de 25,6% en 2023 par rapport à 2022, en direction de l'Europe qui a permis de consolider la part de Sonatrach dans les importations européennes de GNL de 10% contre 8% enregistré en 2022.

Rappelons que l'Algérie a deux importantes canalisations le Medgaz via l'Espagne une exportation de 10,5 milliards de mètres cubes gazeux et le Transmed via l'Italie d'une capacité de 32 milliards de mètres cubes gazeux mais fonctionnant en sous capacité, une exportation en 2023 d'environ 23/24 milliards de mètres cubes gazeux, incluant 3 milliards de mètres cubes gazeux additionnels destinés à l'Italie. Selon le Ministre de l'énergie algérienne (source officielle APS 11 mars 2024), au sein de la structure des exportations en 2023, les hydrocarbures représentent environ 92/93% des entrées en devises mais si on inclut les dérivés d'hydrocarbures le taux passe à environ 97/98% et selon les statistiques douanières, donc officielles, les exportations hors hydrocarbures sont passées de 7 milliards de dollars en 2022 et à environ 5 en 2023 et sur ces 5 milliards de dollars 67% sont des dérivés d'hydrocarbures.

Les recettes des exportations algériennes d'hydrocarbures ont atteint 50 milliards de dollars en 2023, enregistrant ainsi une baisse de 16% par rapport à 2022, ce recul s'expliquant par la baisse des prix du pétrole, à 84 dollars le baril fin 2023 contre 104 dollars fin 2022 et bien que la production commercialisée d'hydrocarbures en Algérie a atteint près de 170 millions de tonnes équivalent pétrole soit une hausse de plus de 3% par rapport à 2022.

La production moyenne de pétrole brut en Algérie s'est élevée à environ 99700 barils par jour au cours du pre-

mier semestre 2024 selon les estimations de l'Opep et tenant compte de la réduction volontaire de 48 mille barils par jour approuvée à partir de mai 2023 et devant se poursuivre jusqu'à la fin de 2024.

Les principaux destinataires au premier trimestre de 2024 sont la France avec une moyenne de 68,8 mille barils par jour, contre 61,4 mille barils par jour, l'Italie 55,9 mille barils par jour contre 48,8 mille barils par jour pendant la même période en 2023 et l'Espagne, pour le pétrole, ses importations en provenance d'Algérie ayant diminué pour atteindre 45,6 mille barils par jour au cours du premier trimestre de 2024, contre 64,6 mille barils par jour au cours du même trimestre de l'année 2023. Viennent ensuite des pays avec des quantités relativement faibles comme les Pays-Bas à 44,5 mille barils par jour, comparativement à 20,3 mille barils par jour pendant la même période de l'année 2023. Le Royaume-Uni avec une moyenne de 6,5 mille barils par jour au cours du premier trimestre de 2024, comparativement à 44,5 mille barils par jour au cours du même trimestre en 2023. Les autres pays clients de Sonatrach ont importé 233,7 mille barils par jour au cours des trois mois se terminant en mars 2024 dont l'Inde, avec une moyenne de 68 mille barils par jour, la Corée du Sud et le Portugal, avec environ 41 mille barils par jour. Pour accroître ses exportations Sonatrach, prévoit d'investir 50 milliards de dollars durant la période 2024-2028, tout en précisant que 71% de ce montant sera investi dans l'augmentation de la production primaire des hydrocarbures pour la porter à 207 millions de tonnes équivalent pétrole en 2028 contre 190 millions de tonnes en 2023. (voir American Herald Tribune 2018- conférence le 9 mai 2024 à la fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung et interview le quotidien international espagnol El

Pais mai 2024).

Les extrapolations du ministère de l'Energie, la consommation intérieure d'énergie primaire se répartissant en 99,6% de combustibles fossiles, pétrole 35%, gaz naturel, 64%, charbon 0,4% et 0,4% d'énergies renouvelables en cas de non découvertes substantielles, d'un nouveau modèle de consommation énergétique, liant l'efficacité énergétique et la production d'Énergie renouvelables (hydraulique, solaire, hydrogène vert, bleu et blanc) étant prévu, une puissance d'origine renouvelable de près de 22 000 MW, dont 12 000 MW dédiés à couvrir la consommation intérieure et 10.000 MW à l'exportation, soit environ 35% de la consommation intérieure horizon 2030/2035, si cette politique de Mix énergétique n'est pas mise en œuvre concrètement, la consommation intérieure représenterait 80% du total de la production horizon 2030, menaçant les capacités d'exportation. Cela renvoie d'ailleurs à la forte consommation intérieure liée à la politique des subventions des produits énergétiques généralisés, non ciblées, et donc à toute la politique industrielle, du BTPH budgétaires et au gaspillage au niveau des ménages.

Selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), en 2022, la consommation des ménages, des tertiaires (bâtiments administratifs, hôpitaux, hôtels et écoles) et du secteur agricole a représenté 66% de la consommation nationale de gaz naturel, le secteur de l'industrie représentant pour sa part 33%.

Selon les données du ministère de l'Énergie reprises, la moyenne des exportations de pétrole algérien durant le premier trimestre 2024 s'élevait à 430.970 barils, sur une moyenne de 909.700 barils jour, nous avons 47,41%, à l'exportation et 52,59%, pour la consommation intérieure et pour le gaz naturel sur plus de 110/120 milliards de mètres cubes gazeux de production annuelle (devant injecter environ 20/25% dans les puits pur éviter leur épuisement), ayant donc plus de 50% de la production pour la consommation intérieure.

Abderrahmane Mebtoul
Professeur des Universités
Expert international
(A suivre...)

INFO/EXPRESS

Boumerdès

Instructions strictes de M^{me} la wali de Boumerdès aux chefs de daïras et des présidents d'APC

Mme Fouzia Naâma, wali de Boumerdès n'a pas été tendre à l'égard des chefs de daïras et des présidents des assemblées communales et populaires des trente deux communes, ainsi qu'aux directeurs de son exécutif, plus spécialement la direction de la construction pour éliminer complètement les bâtiments chaotiques sur le territoire de la wilaya et en particulier dans les zones d'expansion touristique. La wali lance la guerre aux barons anarchistes qui se sont emparés de vastes étendues de terres domaniales à Boumerdès et même de terrains privés, leur manière d'agir et de clôturer lesdites parcelles, les entourer de rouleaux de roseaux puis construire des poteaux en bétons armés et s'accaparer des lots de terrain. C'est des gangs anarchiques qui se permettent de constituer des plans architecturaux qu'ils déposent au niveau des APC puis des daïras, selon la circulaire 15-08, avec la complicité des services des domaines, du cadastre et de la conservation foncière. La circulaire désigne les maires qui sont directement responsables de cette situation et les somme de procéder à la démolition des constructions illicites, car la loi leur donne le droit de démolir tout logement sans permis de construire dans un délai de huit jours, en application de la loi contenue dans le Journal officiel n° 51 du 15 août 2004, tel que l'article 6 ayant modifié l'article 73. La loi n°90/29 confirme que le président du Conseil municipal et les employés juristes doivent visiter tous les bâtiments en construction. La population de Bordj-Menaïel crie à qui veut bien l'entendre que la situation est dramatique dans la localité où rien ne va plus, la ville n'est plus celle d'avant, c'est actuellement un véritable chantier à ciel ouvert.

Kouidre Djouab

8 mai 1945 à Sétif, «Kheïra Belkaid et les 45 orphelins»

Témoignage et histoire d'une héroïne hors du commun

L'histoire de la défunte Moudjahida Kheïra Belkaid, qui avait sauvé, lors des Massacres du 8 mai 1945, quarante-cinq (45) orphelins, dont les parents avaient été tués ou déportés, dans la région de Sétif, reste à ce jour racontée aux jeunes générations, 79 ans après ces événements sanglants, pour préserver la mémoire autour d'un fait éminemment héroïque, mais pas suffisamment connu.

Au cœur du chaos né de l'effroyable carnage perpétré par les forces coloniales appuyés par l'aviation, les blindés et l'artillerie lourde, qui n'épargnaient ni hommes, ni enfants, ni femmes, ni vieillards, pilonnant sauvagement douars, villages et hameaux, une femme, Kheïra Belkaid, connue sous le nom de «Bent Bendaoud», réussit l'incroyable prouesse d'arracher 45 petits orphelins de la confusion pour les convoier, par train, jusqu'à Oran. Bravant la surveillance des policiers et des soldats français, placés sous les ordres du général Raymond Duval, qui avaient l'œil sur les moindres mouvements d'Algériens, et esquivant les dizaines de points de contrôle, cette dame-courage réussit à atteindre la gare de Sétif sans encombre et à embarquer les enfants. Arrivée à Oran en compagnie de ses petits protégés, Kheïra, (qui avait dû «préparer le ter-



■ Massacres du 8 mai 1945.

(photo > D. R.)

rain», dira le président de la Fondation du 8-Mai 1945), le Moudjahid Abdelhamid Slakdji, prend attache avec des notables de la ville d'Oran et ne tarde pas à trouver des familles d'accueil pour les orphelins, sauvés, grâce à elle, de la terrible répression de la soldatesque coloniale. Le président de la Fondation du 8-Mai 1945, a relaté, avant-hier à l'APS, l'histoire peu commune de cette militante, connue également pour sa lutte au sein du mouvement nationaliste et pour son dévouement aux démunis, aux veuves et aux orphelins. «Cette femme a réussi, grâce à son intelligence et à son courage, à conduire 45 orphelins des environs de Sétif, d'Ain El Kebira, de Beni Aziz et d'autres localités, jusqu'à Oran, après un crochet par Constantine, sur une distance de plus

de 1.000 km», témoigne le Moudjahid Salakdji. Le Moudjahid Slakdji tient à rappeler, dans ce cadre, que les massacres perpétrés à Sétif, à Kherrata et à Guelma «se sont poursuivis, en réalité, jusqu'à septembre, de longs mois au cours desquels l'armée coloniale a donné libre cours à sa barbarie, pratiquant les formes les plus odieuses d'exactions contre des citoyens désarmés qui avaient osé sortir dans les rues pour réclamer pacifiquement l'indépendance». Le même interlocuteur souligne que «des pères de familles ont été sauvagement tués, dans des dizaines de villes et villages, le plus souvent sous les yeux de leurs enfants et de leurs femmes». Revenant à Kheïra «Bent Bendaoud», M. Salakdji raconte que cette femme était arrivée dans la ré-

gion de Sétif «après des contacts avec des militants de la région qui lui ont fourni des informations sur les endroits où se trouvaient des enfants dont les parents ont été tués ou déportés». Elle en rassembla 45, «dont le Moudjahid Amar Sbiaï, originaire de Beni-Aziz (au nord de Sétif), qu'elle parvint, grâce à une intelligence hors du commun qui lui permit de ne pas éveiller les soupçons, à accompagner jusqu'à la gare de chemins de Sétif, au centre-ville, et à embarquer en leur compagnie dans un train afin de se rendre à Oran, mais après avoir transité par Constantine, puis Alger», souligne-t-il. «Grâce à l'Union des Oulémas musulmans algériens, à des militants du mouvement nationaliste résidant à Oran, et grâce aussi à des notables de la grande ville de l'Ouest du pays, elle fit adopter, au nez et à la barbe de l'administration coloniale, tous ses protégés dans des familles oranaises», Le Moudjahid de la guerre de la révolution Salakdji. Il note que ces enfants ont été «bien élevés, n'ont manqué de rien et ont poursuivi leur scolarité». Certains parmi eux «ont même occupé des fonctions supérieures, d'autres, la plupart, ont rejoint les maquis de la Révolution», affirme-t-il. L'administration coloniale, ayant eu vent de ses activités militantes, finit par arrêter Kheïra Belkaid en 1957 pour la placer en résidence surveillée dans la Casbah d'Alger. Quelques temps plus tard, après avoir été autorisée à rentrer chez elle, à Oran, elle contracta une maladie qui finit par l'emporter, en 1961.

APS

Blida

Une halte pour la commémoration des massacres du 8 mai 1945

Les participants à une conférence sur les massacres du 8 mai 1945, organisée, avant-hier lundi par l'université «Ali Lounici» d'El Affroun (Blida), ont noté que cette date est une halte importante pour commémorer les sacrifices des Algériens durant 132 ans et rappeler la barbarie du colonialisme. Les historiens et professeurs participants à cette conférence, placée sous le slogan «Pour que nul n'oublie» et à laquelle a pris part l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, Fayez Abu Aita, ont assuré, avant-hier à Blida, que l'attachement des autorités supérieures du pays à commémorer annuellement ces massacres expriment une «reconnaissance et une fidélité» à la mémoire des milliers d'Algériens massacrés par l'armée coloniale et de victimes tombées au champ d'honneur

pour l'indépendance du pays. Cette date est aussi une halte pour rappeler et dénoncer la barbarie du colonialisme français, qui a massacré, lors des manifestations pacifiques du 8 mai 1945, plus de 45.000 Algériens, ont-ils ajouté. Le recteur de l'université d'El Affroun, le Pr. Adel Mezough, a indiqué que la «commémoration de ces massacres est l'occasion de rappeler les glorieuses pages de notre histoire qui renforcent le sentiment de fierté d'être algérien». «Ces événements douloureux, ayant constitué un tournant décisif dans l'histoire de la lutte contre le colonialisme, ont appris aux Algériens que ce qui a été pris par la force doit être repris par la force, ils furent le point de départ de la préparation de la lutte armée et du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954»,

a-t-il insisté. Le Pr. Mezough n'a pas manqué de faire le parallèle entre l'agression sioniste contre la Palestine et ce qu'a vécu le peuple algérien durant le colonialisme français, affirmant que ce qui se passe en Palestine n'est pas un «conflit arabo-sioniste ou judéo-musulman comme présenté par certains medias étrangers, mais il s'agit plutôt de spoliation d'un peuple de sa terre et de ses richesses». L'ambassadeur de Palestine en Algérie a souligné, pour sa part, que le martyr occupe une place importante dans le cœur des peuples et c'est le cas pour les Algériens qui sont fiers de leurs chouchou, pour leur patriotisme et esprit de sacrifice, au-delà de la politique du chiffre vers laquelle le colonialisme tentait de les entraîner.

Oran

Ouverture du Salon du commerce électronique et de l'économie numérique

Le Dalon du commerce électronique et de l'économie numérique s'est ouvert lundi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, avec la participation de 54 exposants, représentant des sociétés nationales et des Start-ups. Cette manifestation, placée sous le patronage du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, est lancée comme première édition régionale du salon "Excel Expo", organisé chaque année à Alger, qui est un événement important du genre en Afrique, drainant plus de 40.000 visiteurs, a souligné Chemsed-

dine Habhoub, gérant de l'entreprise "Global Expansion Compagny", initiatrice de cet événement. Ce salon, qui s'étale sur trois jours, regroupe 54 opérateurs dans le domaine du commerce électronique et des producteurs de services électroniques, des sociétés désirent la numérisation de leurs services commerciaux, ainsi que des instances publiques. Quelque 8.000 visiteurs sont attendus à ce salon, à travers leurs inscriptions sur la plateforme numérique de la manifestation. Un riche programme d'animation et de

formation a été élaboré pour créer le plus grand nombre d'opportunités aux participants désirent bénéficier des performances des conférenciers, échanger des expériences avec les visiteurs de l'exposition dans des domaines numériques et entrepreneuriaux, à l'instar du commerce électronique, du e-marketing et de la numérisation des systèmes, entre autres. Azzedine Harik, directeur de l'Information et de la Communication de l'entreprise Algérie Télécom, qui participe à ce salon, a souligné que ce dernier constitue une occasion pour présenter des

offres et services numériques dispensés par l'entreprise via ses agences commerciales, qui contribuent à faciliter le travail des startups opérant dans le domaine des services numériques et du e-commerce". Il a ajouté qu'"Algérie Télécom œuvre à travers son infrastructure de base, à sa modernisation, en permanence, pour améliorer les services de télécommunications, notamment le raccordement au réseau internet, comme moyen principal du travail des entreprises activant dans le domaine du commerce électronique et des services numériques.

décryptages

L'Etat suprémaciste juif

Au nom du sionisme et de l'Amérique, le monde tu domineras !

Placide devant l'histoire contemporaine mouvementée et monstrueuse qu'il a façonné selon des intérêts mal acquis, insensible à son inhumanité avec son esclavagisme, son colonialisme, son néo-colonialisme, ses guerres, ses génocides, ses crimes, ses agressions, ses provocations, ses mensonges, ses diversions, sa propagande subversive, ses assassinats, voilà cet Occident toujours arrogant, insolent et avide, poursuivre son œuvre de destruction et de sape en usant de toutes les tactiques et autres effronteries pour façonner la pensée en l'orientant, en l'influençant en ne s'embarrassant, ni d'éthique ni de vilenie. A l'origine de toutes les situations instables dans le monde, des guerres directes ou de celles par «procuration», l'Occident continu à prêcher ce qu'il dit être la bonne cause pour le bien du monde par l'ingérence la tromperie et si cela est sans effet, ils utilisent le chantage ou l'agression !

Peut-on sérieusement compter sur cet Occident pour contribuer à la paix ? Non ! Car ce monde est otage d'une bande de malfaiteurs riches et puissants dont l'objectif est la domination en instrumentalisant les religions, les valeurs humaines universelles, les institutions internationales censées protéger, mais surtout en usant d'une autre idéologie qui s'est avérée vite totalitaire, nihiliste d'essence colonialiste et expansionniste qui est le sionisme. C'est bien le sionisme qui est derrière la déstabilisation et le désordre avec ses banques, ses bourses et ses complexes militaro-industriels. Ce sionisme vise à instaurer son hégémonie mondiale en dominant les gouvernements, les ONG et institutions dites internationales en s'accaparant les principaux médias du monde. C'est lui qui est habilité à dicter ce qui doit se faire et se dire ; ce qui doit être bon ou mauvais. L'Empire ne voudra jamais que s'instaure dans les contrées utiles cette démocratie «réelle», cette liberté génératrice d'élites toujours avant-gardistes et facteurs de progrès ! Dès lors, ils useront de tous les moyens pour empêcher cette démocratie avec l'alibi « des droits de l'homme » comme moyen de pression s'ils manifesterait des résistances.

L'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) est bien le lobby américain pro-israélien dominant, qui a de solides soutiens au Congrès Américain, qui influence la politique étrangère des EU sous le prétexte de veiller à maintenir l'alliance stratégique entre «l'État hébreu» et les États-Unis permettant de garantir «la survie d'Israël». «C'est l'organisation de lobbying la plus influente en matière de politique étrangère», affirme son site Internet. Il y a aussi des organisations religieuses chrétiennes, sympathisantes, qui font croire que le «salut de l'humanité viendra d'Israël.»

Pour le Rabbin new-yorkais Yisroel Dovid Weiss, membre de l'organisation Neturei Karta (Gardien du Temple) qui a de bons rapports avec l'Iran d'Ahmadinejad, «les tentacules du sionisme sont tels que les pays occidentaux sont ses laquais...les hommes politiques américains sont soumis à des pressions ou menaces de toutes les calomnies s'ils ne sont pas suffisamment loyaux...à Israël...Ils leur font faire des guerres et organiser des embargos en fonction des retombées éventuelles sur Israël». Il



■ Le sionisme vise à instaurer son hégémonie mondiale en dominant les gouvernements, les ONG et institutions dites internationales en s'accaparant les principaux médias du monde. (Photo : D.R)

“ ”

Pour le Rabbin new-yorkais Yisroel Dovid Weiss, membre de l'organisation Neturei Karta (Gardien du Temple) qui a de bons rapports avec l'Iran d'Ahmadinejad, «les tentacules du sionisme sont tels que les pays occidentaux sont ses laquais. Les hommes politiques américains sont soumis à des pressions ou menaces de toutes les calomnies s'ils ne sont pas suffisamment loyaux...à Israël.

“ ”

ajoute : «Ils ont créé des organisations juives qui prétendent contrôler les peuples, les nations...sous prétexte de défendre les intérêts juifs...La terreur et la contre-terreur, les expropriations, la guerre dès qu'une guerre se termine, voilà ce qu'est devenue la vie quotidienne des Juifs et des Arabes». Les sionistes ne sont en réalité plus ; ils n'ont d'intérêts pour la religion juive que dans le sens d'un usage exclusivement politique et économique. Selon Ahmadinejad «les sionistes ne sont ni Chrétiens ni Juifs...leur religion c'est la richesse et l'argent...»

Le sionisme est un mouvement compliqué et terrible...ne dépasse pas les 10.000 membres dont 2.000 principaux actifs...ils constituent un groupe de racistes qui se considère comme supérieur aux autres.» Dans ce sens, voici une déclaration de Begin (prix Nobel de la paix): «Notre race est la race des maîtres. Nous sommes des dieux divins sur cette planète. Nous sommes aussi différents des races inférieures comme ils le sont des insectes...les autres races sont

comme l'excrément humain. Notre destin doit être de régner sur ces races inférieures». Pour le journaliste américain, juif antisioniste Jeffrey Blankfort l'influence israélienne par le biais de l'AIPAC est centrale dans la politique des États-Unis particulièrement dans les guerres américaines au Moyen-Orient. Selon lui, la guerre contre l'Irak visait à «placer Israël dans une position très importante au Moyen-Orient, dans le cadre d'un plan visant à parachever le contrôle planétaire des États-Unis.

C'est là ce à quoi appelait le document intitulé «Project for a New American Century» (Projet pour un nouveau siècle américain)...Pour lui «la seule composante de la société américaine qui pousse l'administration des États-Unis à entrer en confrontation militaire avec l'Iran se trouve être l'establishment sioniste...il s'agit d'organisations comme l'AIPAC...» Cette position se confirme par la déclaration de Sharon à Shimon Pérès le 3 octobre 2001 «À chaque fois que nous faisons quelque chose, vous me dites que l'Amérique fera ceci ou fera cela. Je veux

te dire une chose très claire : ne t'inquiète pas des pressions américaines. Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique...». Ce sont ces mêmes lobbies néoconservateurs qui ont entraîné les États-Unis dans la guerre en Irak, en Afghanistan, en Libye et qui, aujourd'hui, sont en train de bousculer à une confrontation avec la Syrie et l'Iran. Cet Iran qui a bouleversé le rapport de force suite au développement de son industrie militaire de défense, de son option réussie pour l'énergie nucléaire civile et de sa puissance incontournable dans la solution et la prévention des conflits de la région. Cet Iran qui incarne la position la plus ferme face aux velléités sionistes. Même Obama est impuissant face à ces lobbies au point où il déclara lors des élections, devant ses partisans «certains intérêts puissants qui ont dominé (...) pendant longtemps parlent de moi comme d'un chien». William A. Cook, professeur et auteur d'un ouvrage sur la politique de Bush au M.O (Tracking Deception : Bush's Mideast Policy) affirme ceci : «N'est-il pas évident, aujourd'hui, que la direction de la politique américaine au sujet de l'Iran, et notre invasion préemptive de ce pays, quasi certaine au service d'Israël, est dirigée par la même coterie d'individus qui nous ont entraînés dans la désastreuse guerre en Irak» M. Freeman, esprit libre, assène : «la stratégie du lobby israélien touche le fond du déshonneur et de l'indécence, et comprend la diffamation, les citations sélectives inexactes, la déformation volontaire d'un dossier, la fabrication de mensonges, et un total mépris de la vérité. L'objectif de ce lobby est le contrôle du processus politique par l'exercice d'un droit de veto sur la nomination des personnes qui contestent le bien-fondé de son point de vue...et l'exclusion de toutes les options pour la prise de décisions par les Américains et notre gouvernement autres que celles qu'il favorise».

**A suivre....
Amar Djerrad**

MUSÉE DE TIMGAD

APPEL À L'INSCRIPTION D'UNE OPÉRATION DE RESTAURATION

Une mission d'information dépêchée par la Commission de la culture, de l'information et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN), a appelé, à l'issue de sa visite dans la wilaya de Batna, à saisir le ministère de tutelle pour recommander l'inscription d'une opération de restauration du musée des mosaïques de Timgad.

Le responsable de cette mission, Abdallah Laloui, a indiqué au terme de cette visite, dans une déclaration à l'APS et à la radio régionale de Batna, qu'un examen de ce musée situé dans l'enceinte du site archéologique de l'antique Thamugadi, a permis de déceler d'importantes fissures qui exposent les vestiges et les pièces «rares et précieuses» de la collection du musée à d'irréversibles dommages, ce qui nécessite de recommander au ministère de la Culture la prise en charge de ce problème.

La même source a souligné qu'il est aujourd'hui «nécessaire de restaurer et d'agrandir le musée, parallèlement à certains travaux de remise en état au niveau du site archéologique de Timgad qui reçoit, chaque année, plus de 100.000 visiteurs parmi les touristes nationaux et étrangers».

Au cours de cette mission de deux jours, les membres de la Commission de la culture, de l'information et du tourisme de l'APN ont pu détecter un certain nombre de lacunes sur les différents sites archéologiques inspectés, notamment l'aménagement insuffisant de l'ancienne dechra de Menaâ, qui remonte à plus de 10 siècles, et l'absence de revêtement de plusieurs routes qui y mènent, notamment l'axe reliant cette dechra aux balcons de Ghouffi, dans la commune de Ghassira.

Lors de sa visite des sites archéologiques et touristiques de la wilaya de Batna, la délégation de l'APN a également constaté «le besoin urgent de protéger et de clôturer certains d'entre eux, à l'image du site de Tobna, à Barika» et la nécessité de «restaurer la façade extérieure des anciens ksour de M'doukal, exemples vivants de constructions anciennes en argile», a encore indiqué M. Laloui.

Il a souligné qu'une «recommandation sera soumise au ministère de la Culture quant à la réalisation, dans la wilaya de Batna, d'un musée public national où seraient conservés et exposés les différents artefacts archéologiques».

R.C.

«Kef el Boumba» à Héliopolis

Témoin impassible des crimes ignobles des forces coloniales, le 8 mai 1945

A l'entrée sud de la commune d'Héliopolis (Guelma), surplombant l'oued Seybouse depuis le flanc de la colline de «Kef el Boumba», se dresse une stèle commémorative rappelant les crimes abjects de l'armée coloniale française lors des Massacres du 8 mai 1945.

Le monument, érigé il y a plusieurs années pour vaincre l'oubli, fait surtout ressurgir, à l'heure où l'Algérie commémore le 79ème anniversaire des Massacres perpétrés le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, le souvenir douloureux des tueries collectives d'Algériens dont les cadavres ont été jetés dans des fosses communes, en plusieurs endroits de la région de Guelma. Même si, aujourd'hui, il ne subsiste plus de témoins ayant vécu ces événements sanglants, les déclarations écrites et les témoignages enregistrés sur des supports audiovisuels, recueillis par des historiens de la bouche de nombreuses personnes ayant vécu la barbarie coloniale, décédées depuis, de même que certains récits transmis oralement et conservés dans la mémoire collective de la région, ne laissent planer aucun doute sur l'horreur et le caractère inhumain des crimes commis par le colonialisme français au cours de l'été 1945.

Des centaines de témoignages décrivant, souvent dans les moindres détails, la répression brutale des forces d'occupation, renseignent, en effet, sur la barbarie et l'inhumanité qu'illustrent les exécutions de masse de milliers d'innocents dont les corps ont été jetés sans ménagement dans les «charniers de la honte» de «Kef el Boumba», puis brûlés pour ne laisser aucune trace du forfait.

Le directeur du musée du Moudjahid de Guelma, Yacine Chaâbane, également écrivain et chercheur en Histoire, a déclaré à l'APS que la colline visible à l'entrée de la commune d'Héliopolis, à environ 3 km au nord de la ville de Guelma, «était autrefois une zone forestière».

M. Chaâbane précise que l'appellation de «Kef el Boumba» s'explique par le fait qu'une bombe y a été larguée par les avions alliés pendant la seconde guerre mondiale pour détruire un pont qui enjambait l'oued Seybouse, sur l'actuelle route nationale n 21 re-



liant Guelma à Annaba.

Il ajoute que tous les témoignages recueillis par le musée, dont celui du défunt Moudjahid Youcef Benmahjoub, confirment qu'il y a 79 ans, «la gendarmerie française, avec l'aide des milices formées par les colons, a commis l'un des crimes les plus monstrueux de l'histoire contemporaine en faisant venir dans la butte forestière de «Kef el Boumba», depuis le siège de la gendarmerie, des casernes et des postes de police, des dizaines de prisonniers qui furent obligés de creuser de leurs mains des fosses dans lesquelles ils furent jetés après avoir été exécutés par balles».

Pour sa part, le Pr Mohamed Chergui, enseignant d'Histoire à l'Université Badji-Mokhtar d'Annaba, indique que les nombreuses recherches qu'il a effectuées sur les Massacres du 8 mai 1945, «s'appuient sur de nombreux témoignages et des rapports sécuritaires et administratifs, rédigés par les services coloniaux de l'époque».

Selon lui, il n'y a pas uniquement «Kef el Boumba» qui témoigne encore de l'atrocité des crimes coloniaux, car il existe de nombreux autres endroits de la région de Guelma qui ont été le théâtre de crimes «tout aussi monstrueux».

Il ajoute que «les cadavres de dizaines de victimes de ses crimes, restés sans sépulture, ont fini par se putréfier en raison de la chaleur de l'été, offrant une autre excuse à l'occupant pour creuser des fosses communes et les y jeter, ou alors pour les brûler dans les fours à chaux de la ferme Marcel Lavie de sinistre mémoire».

De son côté, le Dr Ramdane Bouregghda, du département d'Histoire et d'Archéologie de

l'Université de Guelma, rappelle qu'au moment de ces événements, «Guelma, qui n'était qu'une petite sous-préfecture relevant du département de Constantine, comptait moins de 20.000 habitants dont 15.000 musulmans et 4.500 colons européens».

Pour ce spécialiste, «c'est le sous-préfet André Achiary qui mit le feu aux poudres en faisant tirer sur des manifestants qui participaient à une marche pacifique, le 8 mai 1945, pour réclamer l'indépendance de l'Algérie».

C'est alors que les choses prirent une «tournure sanglante», affirme M. Bouregghda. Ce dernier souligne également qu'un rapport de sécurité datant du 27 juillet 1945 fait référence à la présence d'un charnier à l'angle de la route d'Héliopolis et du carrefour menant à la commune d'El Fedjoudj. Il y existe, assure-t-il, 4 fosses contenant, chacune, au moins 20 corps.

Selon lui, le rapport indique également que les corps de 500 musulmans assassinés ont été exhumés et transportés jusqu'aux fours à chaux de Marcel Lavie, transformés en fours crématoires, où ils furent brûlés.

Guelma compte 11 sites de massacres et 18.000 martyrs

Les documents détenus par la représentation de wilaya de la Fondation 8-mai 1945, fondée en 1995 spécifiquement pour lutter contre la culture de l'oubli, stipulent que la wilaya de Guelma compte 11 sites de massacres et plus de 18.000 martyrs tombés lors de ces événements sanglants. Chacun des sites inventoriés a sa propre histoire.

Il y a d'abord le petit pont de la commune de Belkheir où une famille entière a été froidement exécutée, dont un en-

fant de 12 ans et une mère enceinte de six mois.

Les Guelmis n'ont pas oublié, non plus, les berges de l'oued Seybouse dans la commune de Boumahra-Ahmed, où les français ont assassiné des dizaines de personnes avant de les jeter dans l'eau, ni l'ancienne caserne du centre de Guelma où subsistent encore les restes de la guillotine qui servit à l'exécution de plusieurs participants à la marche du 8 mai 1945.

Si d'autres lieux dans les communes de Khezara, d'Ain Larbi et d'Oued Cheham racontent aussi de douloureuses histoires d'assassinats, de tueries collectives et d'exactions de toutes sortes, les habitants de la région de Guelma gardent en mémoire deux faits particulièrement horribles, rapportés par des témoins.

Il s'agit d'abord du martyr subi par Fatima-Zohra Regui, qui appartient à l'une des familles qui ont payé un tribut particulièrement lourd pour leur liberté.

Cette femme avait été prise à partie par les milices qui l'ont violemment torturée et fait subir les pires sévices, avant de lui trancher les seins sous les yeux de ses propres frères, Hafid et Mohamed, pour la brûler ensuite dans les fours à chaux de Lavie.

L'histoire d'un Algérien dénommé Moumeni est non moins atroce puisque cet homme avait été battu avant d'être crucifié, les mains et les pieds cloués à un mur de la gendarmerie de Guelma, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Tous ces faits sont dûment consignés dans des documents que la Fondation du 8-Mai 1945 conserve jalousement dans ses bureaux de Guelma afin que nul n'oublie.

R.C.

Ligue des Champions

Le Paris Saint-Germain n'ira pas à Wembley

→ Les Parisiens partis favoris sur le papier pour disputer la finale, s'inclinent au Parc des princes au match retour de la demi-finale de la ligue des champions face au Borussia Dortmund cinquième au classement de la Bundesliga par la plus petite des marges (0-1), dans un match raté des Franciliens.



■ Mbappé n'aura pas sa finale.

(Photo > D. R.)

Dès le coup d'envoi, les Parisiens ont bien débuté la partie avec un système de jeu offensif (4-3-3), et voulaient à tout prix mettre la pression sur les Allemands en les accablant, mais ces derniers étaient bien en place défensivement et ne laissaient pas beaucoup d'espace, avec ce bloc bien compact et très costaud, les franciliens butent sur cette muraille bien huilée, fallait passer par le flanc droit ou Hakimi et Dembélé essayaient à plusieurs tentatives de créer ce surplus, mais sans danger apparent, ou les occasions dangereuses manquent cruellement, au fil des minutes qui s'égrainent la température baisse d'un

cran dans les gradins, et les joueurs du Borussia commencent à sortir le ballon et aller provoquer les franciliens, et tentent des attaques rapides et éclairs sans parvenir à inquiéter Gianluigi Donnarumma, mais sur une attaque express de 60 mètres d'Ayedemi qui pénètre dans

la surface et envoi le cuir mais l'excellente parade de Donnarumma (36e), à empêché Dortmund d'ouvrir le score (35e). Après la pause citron, tout s'accélère ! Sur un tir de Mbappé mal dégagé, Zaire-Emre voit son tir toucher le poteau (48e), les supporters parisiens donnent

de la voix et poussent leurs équipe vers l'avant, mais cette effervescence est tombé juste après l'ouverture du score de Matts Hummels d'un coup de tête sur un corner bien botté de Brandt (0-1, 49e). Les Parisiens sont au bout du précipice, un vrai coup de massue et doivent repartir de nouveau et réagir au plus vite, encore une fois le poteau s'oppose au tir de Mendes (62e), la pression monte et les hommes de Luis Henrique sont dos au mur, et n'arrivent pas à trouver la faille, ratant des occasions en or face au but Ramos fut remplacé pour manque de réalisme et d'efficacité, par Barcola pour donner du jus et de fraîcheur et aussi de la folie à cette attaque, et à deux reprises la balle touche la transversale par l'intermédiaire de Mbappé (87e) et Vitorinha (89e). Le Paris Saint Germain s'incline, n'arrive pas à atteindre son objectif, à traverser la manche et fouler le stade mythique de Wembley dans le but de ramener la prestigieuse coupe européenne, une déception totale dans le camp Parisien qui doit encore patienter pour décrocher une étoile.

De notre correspondant en France Redouane Bouhara

Championnat d'Algérie Ce football que nous aimons

→ Il y a des matchs qui peuvent être vite qualifiés de colonne vertébrale du football, et d'autres continuent de donner l'impression de ne pas évoluer, en deux mots stagnent. La saison tire à sa fin, on retiendra que très peu de supporters, observateurs, journalistes sont fascinés par le jeu, la sportivité, par le comportement des dirigeants, et pour preuve les gradins qui ne sont garnis que par les clubs qui continuent à y croire en leur aventure footballistique. On aime tout ce que nous lisons, on aime les mots simples qui expliquent tout ce qui se passe dans le foot, les qualificatifs que les confrères utilisent dans leurs écrits ou reportages décrivent et condamnent ce qui martyrise le football dans nos stades, cette violence qui se déchaîne dans nos stades, rien que pour une faute non sifflée, ou une rumeur lancée avant la rencontre, mais décrivent aussi ce qui flatte cette discipline et ce qui la menace.

On y habite avec ce sport, c'est comme l'oxygène

Nous aimons le sport, on a tous quelque part de l'admiration pour certains joueurs, cadres, gestionnaires, arbitres, staffs techniques qui œuvrent pour que ce sport soit compris par tous, et qu'il devient gourmands de ce qui pourrait faire grandir ce football. On est amoureux des comportements pure-

ment sportifs, ceux qui puisent leur force des valeurs sportives, le foot nous habite, on y habite avec ce sport, c'est comme l'oxygène, il y a des joueurs qui font de ce sport une véritable culture humaine, ou ils profitent pour décrire leur passage depuis leur entrée dans ce sport, à ce jour, aiment créer du beau spectacle parce qu'ils aiment le foot, celui qui ne se ressource pas de la violence et qui met plutôt l'accent sur les nouvelles techniques, stratégies de marketing, de communication qui puissent leur permettre de se connecter avec le public qui aiment eux aussi se plonger dans la même atmosphère.

On a aussi nos compétences

Le passé vivant du football pourrait servir d'accueil sans limite. Le supporter est assoiffé de vivre des rencontres de football d'un très haut niveau tout simplement. Enfin, on ne peut que saluer ceux qui font confiance aux entraîneurs algériens, ne pas les sous-estimer c'est être un véritable acteur favorable pour un investissement. On ne donne pas l'occasion à un étranger et laisser mourir un Algérien qui dispose de toutes ses capacités pour démontrer qu'il est aussi capable de réussir ses projets.

H. Hichem

Coupe de la Ligue «Réserve» La Finale JSK - ESS à Rouiba

→ La finale de la Coupe de la Ligue catégorie «Réserve» édition 2023/2024, opposant l'ES Sétif à la JS Kabylie, se déroulera le vendredi 10 mai 2024 à 16h30 au stade Salem Mabrouki de Rouiba, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP). La JSK s'est qualifiée pour la finale de la deuxième édition de la Coupe de la Ligue

«Réserve» en dominant le CS Constantine sur le score de 3 à 1, tandis que l'ES Sétif a écarté le MC Oran (1-0). Pour rappel, le tenant du trophée est le MC Alger, vainqueur de la première édition disputée la saison dernière, après sa victoire en finale face au CR Belouizdad (1-1, aux t.a.b : 6-5), au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda.

Tour d'Algérie-2024 Retour du MCA après une longue absence

Les cyclistes du MC Alger s'apprentent à signer leur retour au Tour d'Algérie après une longue absence, en vue de la 24e édition prévue du 11 au 24 mai, avec au programme 10 étapes sur une distance globale de 1700 km. La 24e édition du Tour d'Algérie-2024 a été répartie sur 10 étapes dont le coup d'envoi sera donné à Oran (Nord-Ouest) en passant respectivement par les villes de Sidi-Bel-Abbès, Mostaganem, Ténès, Chlef, Blida, Bouira, Sétif, Constantine, Skikda, Annaba, Guelma puis Annaba (Nord-Est). Le président du club sportif amateur (CSA) du MC Alger par intérim, Mohamed Khaldi, a estimé que le retour des cyclistes du Mouloudia au Tour d'Algérie constitue «une chose importante, un acquis, et une victoire» pour le club algérois. Le «Doyen» des clubs algériens prend part à cette nouvelle édition du Tour d'Algérie cycliste avec 8 jeunes coureurs, avec l'objectif «d'acquérir de l'expérience et avoir une vision pour le futur», selon le responsable du MCA. L'Algérie sera présente avec six clubs : Majd Guerrara (Ghardaïa), Amel El Maleh (Ain Témouchent), El Kantara (Biskra), le MC Alger, et

Team Madar-Pro, enregistré par l'UCI comme un club continental qui peut représenter les couleurs nationales dans les différentes compétitions internationales. Concernant la situation administrative et juridique du CSA/MCA suite à l'annulation de l'Assemblée générale électorale qui devait se dérouler en décembre 2023, Khaldi a assuré que «le calme est revenu à la maison du Mouloudia. L'équipe connaît une stabilité en matière de gestion, et même du côté des résultats techniques qui se sont améliorés». «L'actuel bureau dirigeant s'attèle à mettre l'ensemble des sections sur le même pied d'égalité en matière de moyens, de préparation, finances, et même concernant les indemnités des athlètes», a enchaîné l'ancien athlète spécialiste du demi-fond. Enfin, Mohamed Khaldi a indiqué qu'il travaille sereinement pour «assainir la composante de l'assemblée générale dans le but de préparer l'AGE dans les meilleures conditions, et pouvoir régulariser la situation administrative et juridique de notre club, à qui nous souhaitons beaucoup de succès».

EN DEUX MOTS

Ligue des champions - finale aller : L'Algérien Ghorbal dirigera ES Tunis - Al Ahly

La Confédération africaine de football a désigné l'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal pour diriger la finale aller de la Ligue des champions qui opposera l'Espérance de Tunis et Al Ahly d'Egypte, le 18 mai au stade Hammadi Agrebi de Radès (Tunisie), à partir de 20h00. Ghorbal sera assisté par ses compatriotes Mokrane Gourari et Abbas Akram Zerhouni, tandis que le Mauritanien Dahane Beïda sera l'arbitre de la VAR. Le club Egyptien avait validé son billet pour la finale aux dépens du club Congolais TP Mazembe (Aller : 0-0/ Retour : 3-0), alors que l'Espérance a éliminé les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (Aller : 0-1 / Retour : 1-0). Le match retour aura lieu le 25 mai au stade du Caire, à partir de 18h00, rappelle-t-on.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er} Mai - Alger. Tél. : 020.06.45.89 Fax : 020.06.45.41

Compte bancaire : CPA 103 400 089711. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: Abdelwahab Djakoune Rédacteur en chef : Radia Zerrouki Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger : SIMPRAL Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : SIO. Constantine : SIE Diffusion centre : SEDICOM. Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud : Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 020.06.42.04 Fax : 020.06.45.41 E-mail : ln98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : ln98publincite@yahoo.fr

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité»

Agence L'ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

Conception : Studio Baylaucq, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Finale aller

L'Algérien Ghorbal dirigera ES Tunis - Al Ahly

le match à suivre football

Ligue des Champions

Le Paris Saint-Germain n'ira pas à Wembley

Championnat d'Algérie

Ce football que nous aimons

Eliminatoires de la Coupe du monde des U17 féminines Maroc -Algérie

La FAF dit non... si le même maillot est arboré

Ce qui s'est passé d'une manière frauduleuse, ne peut s'effacer, puisque l'histoire réclame ce scénario. Pas question de le laisser filer sans que la réalité des faits ne soit explosive, et surtout partagée dans les écoles du foot africain.

Maillot controversé, une autre provocation ?

La gravité vaut bien un détour dans les centres de formations, avec une thématique qui humilie ses architectes qui expliquera comment un tel scandale du maillot controversé validé frauduleusement par la Confédération africaine de football, à l'occasion des matchs annulés de la demi-finale de la Coupe de la Confédération. La Fédération algérienne de football, loin de faire de la figuration, fait entendre sa voix sous le signe d'avertissement, en prévision d'un match qui doit opposer, bientôt, les sélections féminines de l'Algérie et du Maroc.

Affaire qui défraye la chronique

La FAF, en tant qu'institution nationale du football algérien, informe la Fédération internationale de football (FIFA) pour la mettre en garde contre un renouvellement du scénario des matchs annulés entre la RS Berkane et l'USM Alger. "Cette affaire qui défraye la chronique et qui a révélé le parti pris flagrant de la Confédération africaine de football (CAF) au profit du Maroc".

Contraire aux lois et règlements de la CAF et de la FIFA

Pour que les choses claires, la Fédération algérienne de football craint que les enfants du makhzen soient tenté par une autre opération de provocation en récidivant avec leur maillot «politisé»



■ En attendant, les dames algériennes se préparent normalement.

(Photo > D. R.)

ce qui est "contraire aux lois et règlements de la CAF et de la FIFA, et ce, à l'occasion du match des éliminatoires de la Coupe du monde qui doit opposer dans quelques jours les sélections féminines des U17 de l'Algérie et du Maroc", avertissent quelques médias.

Pas de déplacement au Maroc ?

C'est le même stade qui devait accueillir le match entre la RS Berkane et l'USM Alger, qui abritera le match aller le vendredi 10 mai 2024 au stade municipal de Ber-

kane, alors que le match retour est prévu le vendredi 17 mai dans l'un des stades de la capitale. La Fédération algérienne n'entend pas laisser les représentantes algériennes faire le déplacement sans avoir les assurances que l'adversaire n'arbore pas le maillot de la honte, qui contredit les textes et règlements de la CAF et de la FIFA.

En résumé

«L'Algérie contacte la FIFA, pour éviter d'aller vers une annulation du match Maroc - Algérie que la

FAF a pris attache avec l'Instance présidée par Gianni Infantino, surtout que la partie algérienne sait qu'elle ne peut pas compter sur la CAF pour faire respecter les lois du jeu en Afrique, vu qu'elle est sous l'emprise du président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) Fouzi Lekjaa».

H. Hichem

- Canal + : Atalanta Bergame - Marseille à 20h
- Bein sports 3 : Tournoi WTA de Rome à 18h

La Der

Judo – Ranking olympique : Amina Belkadi gagne six places, Dris Messaoud glisse d'une place

La judokate algérienne Amina Belkadi (-63 kg), médaillée de bronze au Grand Prix de Douchanbé (Tadjikistan) samedi dernier, s'est hissée à la 18e place selon le nouveau classement olympique de la Fédération internationale (IJF), et est virtuellement qualifiée aux JO de Paris 2024, tout comme son compatriote Dris Messaoud (-73 kg) qui a pourtant perdu une place et occupe la 15e position.

Amina Belkadi (-63 kg) qui occupait la semaine dernière la 24e place au classement olympique de sa catégorie avec 2512 points, a gagné six places et 490 points supplémentaires dans le nouveau Ranking qui lui ouvrent grandes les portes des JO-2024. Les prochains rendez-vous internatio-

naux entre autres les mondiaux d'Abu Dhabi, seront une occasion pour la championne d'Afrique en titre pour consolider sa qualification. De son côté, le triple champion d'Afrique Dris Messaoud (-73 kg), absent au Grand Prix de Douchanbé, est toujours qualifié aux Jeux olympiques 2024 malgré la perte d'une place par rapport au dernier classement. Le natif d'Oran occupe la 15e position avec 3106 points, sachant que les 22 premiers sont directement qualifiés aux JO-2024. Le troisième judoka algérien concerné par la course à la qualification olympique dans la catégorie (-100 kg), Yasser Bouamar recule de deux places et se positionne au 40e rang avec 1310 pts. Un total de points qui lui permet d'intégrer le quota de qua-

lification continental. En revanche, Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg) qui est logé à la 41e place de la nouvelle édition du classement olympique n'est pas dans le quota de qualification continental et devra faire plus lors des prochaines compétitions pour espérer décrocher le précieux sésame.

Pour rappel, les quatre judokas algériens, Dris Messaoud (-73 kg), Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg) chez les messieurs, ainsi que Belkadi Amina (-63 kg) chez les dames, seront en lice aux prochains championnats du monde individuels qui se dérouleront du 19 au 23 mai à Abu Dhabi (Emirats arabes unis). La période de qualification aux Jeux olympiques de Paris s'étalera jusqu'en juin 2024. ■